

Arrestation de l'ancien président du Honduras suite à une demande d'extradition vers les États-Unis



Tegucigalpa, 16 fév. (RHC) Les autorités ont arrêté l'ancien président du Honduras, Juan Orlando Hernández, qui a terminé ses fonctions fin janvier dernier après huit ans au pouvoir, après que le gouvernement des États-Unis a demandé son extradition, pour être jugé dans ce pays où il est accusé d'avoir des liens avec le trafic de drogue.

Sa détention a été ordonnée par le magistrat de la Cour suprême de justice Edwin Francisco Ortez, qui a été désigné par ce tribunal comme le "juge naturel" pour traiter l'affaire Hernandez.

Environ 600 hommes des forces de sécurité se sont placés depuis la nuit du lundi à l'extérieur de son domicile à Tegucigalpa, en attendant d'entrer dans la maison de l'ancien président pour exécuter le

mandat d'arrêt. Hernandez est sous la garde de l'État et sera transféré en hélicoptère pour comparaître devant un juge.

Au cours de la matinée de ce mardi, Hernandez a diffusé un audio sur ses réseaux sociaux, dans lequel il a déclaré qu'il serait "prêt à collaborer" et à se présenter "volontairement" aux autorités.

L'ancien président Juan Orlando Hernandez fait face à une demande d'extradition par la justice des États-Unis, accusé de trafic de substances réglementées dans ce pays.

Le document envoyé par l'ambassade de Washington à Tegucigalpa décrit d'autres délits contre l'ancien chef d'état comme : fabrication et distribution de produits chimiques contrôlés avec l'intention et la connaissance de leur exportation illégale vers les États-Unis.

SEPARADOR

De même, le texte impute à l'ancien président la fabrication, le partage et la possession avec l'intention de commercialiser une substance contrôlée à bord d'un avion immatriculé aux États-Unis, et trois autres chefs d'accusation liés à l'utilisation ou au port d'armes à feu, aide ou incitation à leur utilisation.

Jusqu'au 27 janvier dernier, Hernandez occupait la présidence du pays centraméricain, bien que des procureurs de New York l'aient impliqué dans des liens avec le trafic de drogue, à partir du procès et condamnation suivie contre son frère, l'ancien député Antonio Hernandez.

Le nom de Juan Orlando a été mentionné plus de 100 fois au cours des procès tenus aux États-Unis et l'ancien maire d'El Paraiso Alexander Ardón a fait allusion à l'argent reçu par l'ancien président pour financer ses campagnes électorales.

Dans des déclarations à la presse, l'ancien directeur des opérations internationales de l'Agence Anti-drogue des États-Unis (DEA), Mike Vigil, a déclaré que Hernandez serait jugé aux États-Unis en raison de la force des preuves contre lui.

(Avec des informations de Russia Today et Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/286397-arrestation-de-lancien-president-du-honduras-suite-a-une-demande-dextradition-vers-les-etats-unis>



Radio Habana Cuba